

Meeting Engineers Canada

12-13-14&15 septembre 2014
Hyatt Regency, Vancouver, Colombie-Britannique

Observation des réunions des Bureaux :

- **Bureau canadien des conditions d'admission en génie (12&13 septembre)**
- **Bureau canadien d'agrément des programmes de génie (14&15 septembre)**

Compte rendu de Julie Nolland

1) Présentation d'Engineers Canada et des 2 Bureaux (AB&QB)

site : <http://www.engineerscanada.ca/>

EC : organisme national qui regroupe les organismes des provinces et des territoires (ordres constituants) qui réglemente la profession au Canada. Ces ordres délivrent un permis d'exercice aux Ingénieurs (environ 270 000 dans le pays). EC fédère les ordres et ils travaillent tous ensemble pour promouvoir la profession dans le pays et dans le monde. Dimension politique, stratégique : EC porte la parole de l'ensemble des ordres.

Les Bureaux canadiens des conditions d'admission en génie et d'agrément des programmes de génie sont des émanations d'EC dédiés à certains sujets.

Le Bureau canadien des conditions d'admission en génie permet aux membres du Bureau d'EC de se réunir. Ces réunions sont ouvertes à des observateurs (agences étrangères, représentants des ordres constituants, ...). Le Bureau effectue avant et après ses rencontres des consultations officielles sur les points à débattre / débattus auprès des ordres constituants. Les observateurs sont autorisés à s'exprimer à la fin de chaque point abordé par le Bureau.

Les membres du Bureau sont choisis parmi les ingénieurs exerçant partout dans le pays (variété des secteurs, diversité régionale...). Ce Bureau se concentre plutôt sur des questions politiques pour fédérer les différentes associations constituantes et donner du poids au niveau international aux ingénieurs canadiens.

Ils ont pointé des difficultés de gouvernance handicapantes et le workshop du second jour était consacré à ces questions : la répartition entre les questions politiques et exécutives est trop floue, et les associations constituantes pensent que l'efficacité d'EC en pâtit. L'équipe Présidence vient d'être renouvelée et l'équipe exécutive a été renforcée (notamment sur les questions des relations internationales), ils observent également une hausse des missions, ayant des accords et interactions d'un part avec le monde anglo-saxon au sens large, mais également avec le continent Américain et l'Europe.

Bureau canadien d'agrément des programmes de génie

Le rôle de cette instance d'EC est assez comparable à nos séances plénières. Leur objectif est d'agrées ou non les programmes de génie de premier cycle. Pour rappel la profession est réglementée au

Canada, et les accords entre la France et le Canada concernent une reconnaissance professionnelle plutôt qu'académique.

Pour plus d'informations voir notre site : accord générique avec EC et spécifique avec l'OIQ (Ordre des Ingénieurs du Québec).

<http://www.cti-commission.fr/-Accord-avec-le-niveau-federal->

<http://www.cti-commission.fr/-Accords-specifiques-avec-l-ordre->

Leurs objectifs principaux sont l'excellence, la facilitation de la mobilité des ingénieurs au Canada (en mutualisant ressources et information pour chacun des ordres constituants – au nombre de 12).

Le fonctionnement du Board repose également sur le bénévolat et ses membres sont issus indifféremment des secteurs public et privé.

Le BCAPG est composé de trois sous-groupes : comité exécutif, comité des candidatures, comité politique et des procédures. 270 programmes agréés pour 43 établissements. Comme pour la CTI ce sont les programmes qui sont « agréés », et EC ne réalise pas de classement.

Ce qui est ressorti de ces deux journées d'observation est qu'EC et les ordres constituants semblent être également confrontés à une recrudescence de demandes d'agrément de la part de programmes d'institutions étrangères, émanant notamment de pays d'Amérique centrale (un des dossiers traités concernait le Costa Rica, des demandes émanant des Caraïbes ont été reçues ...).

Leurs interrogations semblent être relativement proches de celles de la Cti à propos de cette expansion, et ceci est renforcé par la contrainte de la réglementation.

Retours et suites sur les relations CTI/EC (et ses ordres constituants)

Les membres des deux Board semblaient considérer la relation avec la CTI comme un atout et se réjouissent de la collaboration de cette année (observateurs venus à la CTI assister à une plénière).

Gérard Lachiver, le Président du BCAPG et membre de l'OIQ, est et reste un contact privilégié pour la Cti.

Il va être sollicité pour trouver un spécialiste québécois des Moocs / EAD pour le colloque international.

Parallèlement à cette visite d'observation a eu lieu cet été et entre dans sa phase finale la révision de l'ARM avec l'OIQ, quelques nouveaux programmes y ont été ajoutés mais un certain nombre en avaient été retirés pour diverses raisons, plus ou moins pertinentes. La CTI a soutenu les écoles concernées dans leur démarche de recours avec l'aide d'Alain Jeneveau.

Une des raisons de la suppression était que la plupart programmes menant à des diplômes liés à l'agriculture, agro-alimentaire, notamment, relèvent de l'ordre des Agronomes. La CTI a également signé un ARM avec cet ordre, mais il semble nécessiter une révision. La CTI poursuit sa démarche de soutien aux écoles pour leurs recours pour ces programmes.

L'autre point de suivi concerne les Projets d'accords de reconnaissance mutuelle (ARM) entre la France, la Colombie-Britannique et le Yukon, qui est actuellement en cours de réflexion entre les instances de gouvernance locales de ces deux provinces et des représentants et les instances françaises, notamment le consul général de France à Vancouver avec qui la CTI est en contact et qui nous tient régulièrement informé des évolutions.

L'accord général avec EC est arrivé à la fin de sa durée initiale de 5 ans. Il continue de fonctionner tacitement mais devrait être « rafraîchi » et re-signé à l'occasion de la signature d'un accord économique global entre les deux pays. La Cti est en contact régulier à ce sujet avec le conseiller d'Etat (côté fr) et le ministre-conseiller à l'ambassade du Canada (côté Canada).